

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtišanu:	bez piesūtišanas:
par Ls	(saņemot ekspedīcijā) par Ls
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 „ „ 2,—	1 „ „ 1,70
Piesūtīt pa pastu un pie atkalpārdevējiem 13,—	Par atsevišķu numuru 10,—

Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:

Rīgā, pili 2. ist. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12



oficiālais laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:

Rīgā, pili 1. ist. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:	
a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām	Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu	„—,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu	„—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.)	„—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas	„—,80

237. №

Sestdien, 1936. g. 17. oktobrī

Deviņpadsmitais gads

Starptautiskai telekomunikāc. konvencijai pievienotais Vispārīgais radiokomunikāciju reglaments. (Turpinājums pie likuma par Madrides 1932. g. starptaut. telekomunikāc. konvenciju.)

Pasta un telegrafa departamenta rīkojums.

Instrukcija par privāto dzelzceļu inspektora, pārraugu un finansiēli-ekonomiskās pārraudzības pienākumiem.

Dzelzceļu virsvaldes rīkojumi.

Alfabētisks likumu un rīkojumu rādītājs, kas izsludināti „Valdības Vēstnesī” 1936. g. 3. ceturksnī (no 144. līdz 222. num.).

Règlement général des Radiocommunications

annexé à la

Convention internationale des télécommunications.

Article 30.

Services spéciaux.

A. Météorologie.

[519] § 1. Les messages météorologiques comportent:

[520] a) des messages destinés aux services de météorologie chargés officiellement de la prévision du temps et de la protection des navigations maritime et aérienne;

[521] b) des messages de ces services météorologiques destinés spécialement:

1^o aux stations mobiles du service maritime;

2^o à la protection du service aérien;

3^o au public.

[522] Les renseignements contenus dans ces messages peuvent être:

1^o des observations à heure fixe;

2^o des avis de phénomènes dangereux;

3^o des prévisions et avertissements;

4^o des exposés de la situation météorologique générale.

[523] § 2. (1) Les différents services météorologiques nationaux s'entendent pour l'établissement de programmes communs d'émissions de manière à utiliser les émetteurs les mieux placés, au bénéfice de régions étendues que ceux-ci peuvent desservir.

[524] (2) Les observations météorologiques contenues dans les catégories a) et b) 1^o et 2^o ci-avant (§ 1) sont rédigées, en principe, dans un code météorologique international qu'elles soient transmises par des stations mobiles ou qu'elles leur soient destinées.

[525] § 3. Les messages d'observation destinés à un service météorologique officiel profitent des facilités résultant de l'attribution d'ondes exclusives à la météorologie synoptique et à la météorologie aéronautique, conformément aux accords régionaux établis par les services intéressés pour l'emploi de ces ondes.

[526] § 4. (1) Les messages météorologiques destinés spécialement à l'ensemble des stations mobiles du service maritime sont émis, en principe, d'après un horaire déterminé et, autant que possible, aux heures où leur réception peut se faire par celles de ces stations n'ayant qu'un seul opérateur, la vitesse de transmission étant choisie de manière que la lecture des signaux soit possible à un opérateur ne possédant que le certificat de 2^o classe.

[527] (2) Pendant les transmissions „à tous” des messages météorologiques destinés aux stations du service mobile, toutes les stations de ce service dont les transmissions brouilleraient la réception des messages en question doivent observer le silence, afin de permettre à toutes les stations qui le désirent de recevoir lesdits messages.

[528] (3) Les messages d'avertissements météorologiques sont transmis immédiatement et doivent être répétés après la fin de la première période de silence qui se présente (voir article 19, § 2). Ces messages doivent être transmis sur les ondes attribuées au service mobile maritime. Leur transmission est précédée du signal de sécurité.

[529] (4) En plus des services réguliers d'information, prévus dans les alinéas précédents, les administrations prennent les mesures nécessaires pour que certaines stations chargées de communiquer, sur demande, des messages météorologiques aux stations du service mobile.

[530] (5) Les règles précédentes sont applicables au service aérien, dans la limite où elles ne sont pas en opposition avec des arrangements régionaux plus précis assurant à la navigation aérienne une protection au moins égale.

[531] § 5. (1) Les messages provenant de stations mobiles et contenant des renseignements sur la présence de cyclones tropicaux doivent être transmis, dans le plus bref délai possible, aux autres stations mobiles voisines et aux autorités compétentes du premier point de la côte avec lequel le contact peut être établi. Leur transmission est précédée du signal de sécurité.

[532] (2) Toute station mobile peut écouter, pour son propre usage, les observations météorologiques émises par d'autres stations mobiles, même quand elles sont adressées à un service météorologique national. Les stations du service mobile qui transmettent des observations météorologiques, adressées à un service météorologique national, ne sont pas tenues de répéter ces observations; mais l'échange, sur demande, des renseignements relatifs à l'état du temps est autorisé entre stations mobiles.

B. Signaux horaires. Avis aux navigateurs.

[533] § 6. Les prescriptions du § 4 ci-avant sont applicables aux signaux horaires et aux avis aux navigateurs, à l'exception, en ce qui concerne les signaux horaires, des prescriptions du § 4, (3) du titre A.

[534] § 7. Les messages contenant des renseignements sur la présence de glaces dangereuses, d'épaves dangereuses ou de tout autre danger imminent pour la navigation doivent être transmis, dans le plus bref délai possible, aux autres stations mobiles voisines et aux autorités compétentes du premier point de la côte avec lequel le contact peut être établi. Ces transmissions doivent être précédées du signal de sécurité.

[535] § 8. Lorsqu'elles le jugent utile, et à condition que l'expéditeur y consente, les administrations peuvent autoriser leurs stations terrestres à communiquer des renseignements concernant les avaries et sinistres maritimes ou présentant un intérêt général pour la navigation, aux agences d'information maritime, agréées par elles et suivant des conditions fixées par elles-mêmes.

C. Services des stations radiogoniométriques.

[536] § 9. Les administrations sous l'autorité desquelles sont placées les stations radiogoniométriques n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences d'un relèvement inexact.

[537] § 10. Ces administrations notifient, pour être insérées dans la nomenclature des stations effectuant des services spéciaux, les caractéristiques de chaque station radiogoniométrique en indiquant, pour chacune d'elles, les secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs. Tout changement en ce qui concerne ces renseignements doit être publié sans retard; si le changement est d'une nature permanente, il doit être communiqué au Bureau de l'Union.

[538] § 11. (1) L'onde normale de radiogoniométrie est l'onde de 375 kc/s (800 m). Toutes les stations radiogoniométriques côtières doivent, en principe, pouvoir l'utiliser¹⁾. Elles doivent, en outre, être à même de prendre des relèvements d'émissions faites sur 500 kc/s (600 m), en particulier pour relever les signaux de détresse, d'alarme et d'urgence.

[539] (2) Une station d'aéronef désirant avoir un relèvement doit pour le demander, appeler sur l'onde de 333 kc/s (900 m) ou sur une onde affectée à la route aérienne sur laquelle vole l'aéronef. Dans tous les cas où une station d'aéronef, étant à proximité de stations côtières, s'adresse à celles-ci pour obtenir un relèvement, elle doit faire usage de la fréquence de veille de ces stations côtières.

[540] § 12. La procédure à suivre dans le service radiogoniométrique est donnée à l'appendice 13.

D. Service des radiophares.

[541] § 13. (1) Lorsqu'une administration juge utile, dans l'intérêt de la navigation maritime et aérienne, d'organiser un service de radiophares, elle peut employer dans ce but:

[542] a) des radiophares proprement dits, établis sur terre ferme ou sur des navires amarrés de façon permanente; ces radiophares sont à émission circulaire ou à émission directionnelle;

[543] b) des stations fixes, des stations côtières ou des stations aéronautiques, désignées pour fonctionner aussi comme radiophares à la demande des stations mobiles.

[544] (2) Les radiophares proprement dits emploient les ondes suivantes:

[545] a) Dans la région européenne, pour les radiophares maritimes, les ondes de la bande de 290 à 320 kc/s (1034 à 938 m) et, pour les radiophares aériens, les ondes de la bande de 350 à 365 kc/s (857 à 822 m), ainsi que certaines ondes de la bande de 255 à 290 kc/s (1176 à 1034 m) choisies par des organismes aéronautiques internationaux.

[546] b) Dans les autres régions, pour les radiophares maritimes, les ondes de la bande de 285 à 315 kc/s (1053 à 952 m) et, pour les radiophares aériens, des ondes choisies dans la bande de 194 à 365 kc/s (1546 à 822 m).

[547] c) En outre, en Europe, Afrique, Asie, les radiophares directionnels (maritimes et aériens) peuvent employer les ondes des bandes de 1500 à 1630 kc/s (200 à 184 m) et de 1670 à 3500 kc/s (179,6 à 85,71 m) aux conditions fixées par le § 20 de l'article 7.

[548] d) L'emploi des ondes du type B est interdit aux radiophares proprement dits.

[549] (3) Les autres stations notifiées comme radiophares utilisent leur fréquence normale et leur type normal d'émission.

[550] § 14. Les signaux émis par les radiophares doivent permettre des repérages exacts et précis; ils doivent être choisis de manière à éviter tout doute lorsqu'il s'agit de distinguer entre eux deux ou plusieurs radiophares.

[551] § 15. Les administrations qui ont organisé un service de radiophares n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences de relèvements inexacts obtenus au moyen des radiophares de ce service.

[552] § 16. (1) Les administrations notifient, pour être insérées dans la nomenclature des stations effectuant des services spéciaux, les caractéristiques de chaque radiophare proprement dit et de chaque station désignée pour fonctionner comme radiophare, y compris, s'il est nécessaire, l'indication des secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs.

[553] (2) Toute modification ou toute irrégularité de fonctionnement survenant dans le service des radiophares doit être publiée sans délai; si la modification ou l'irrégularité de fonctionnement est d'une nature permanente, elle doit être notifiée au Bureau de l'Union.

Article 31.

Comité consultatif international des radiocommunications (C. C. I. R.).

[554] § 1. Un comité consultatif international des radiocommunications (C. C. I. R.) est chargé d'étudier les questions radioélectriques techniques et celles dont la solution dépend principalement de considérations d'ordre technique et qui lui sont soumises par les administrations et les compagnies d'exploitation radioélectrique.

[555] § 2. (1) Il est formé d'experts des administrations et des compagnies ou groupes de compagnies d'exploitation radioélectrique reconnues par leurs gouvernements respectifs, qui déclarent vouloir participer à ses travaux et qui s'engagent à contribuer, par parts égales, aux frais communs de ses réunions. La déclaration est adressée à l'administration du pays où a été tenue la dernière conférence administrative.

[556] (2) Sont aussi admis des organismes internationaux s'intéressant aux études radioélectriques qui sont désignés par la dernière conférence de plénipotentiaires ou administrative, et qui s'engagent à contribuer aux frais des réunions comme il est indiqué à l'alinéa précédent.

[557] (3) Les dépenses personnelles des experts de chaque administration, compagnie, groupe de compagnies ou organisme international sont supportées par ceux-ci.

[558] § 3. En principe, les réunions du C. C. I. R. ont lieu de cinq en cinq ans. Cependant, une réunion fixée peut être avancée ou ajournée par l'administration qui l'a convoquée, sur demande de dix administrations participantes, si le nombre et la nature des questions à examiner le justifient.

¹⁾ Il est reconnu que certaines stations existantes ne sont pas à même de pouvoir utiliser cette onde, mais toute nouvelle station devra pouvoir prendre des relèvements sur 375 kc/s (800 m) et sur 500 kc/s (600 m).

[559] § 4. (1) Les langues et le mode de votation employés dans les assemblées plénières, commissions et sous-commissions, sont ceux adoptés par la dernière conférence de plénipotentiaires ou administrative.

[560] (2) Toutefois, lorsqu'un pays n'est pas représenté par une administration, les experts des compagnies d'exploitation reconnues de ce pays disposent, pour leur ensemble et quel que soit leur nombre, d'une seule voix délibérative.

[561] § 5. Le directeur du Bureau de l'Union ou son représentant et les représentants des autres comités consultatifs internationaux, C. C. I. F. et C. C. I. T., ont le droit de participer, avec voix consultative, aux réunions du C. C. I. R.

[562] § 6. L'organisation intérieure du C. C. I. R. est régie par les dispositions de l'appendice 14 au présent Règlement.

Article 32.

Frais du Bureau de l'Union.

[563] § 1. Les frais communs du Bureau de l'Union pour le service des radiocommunications ne doivent pas dépasser, par année, la somme de 200 000 francs-or.

[564] § 2. Toutefois, si une dépense exceptionnellement élevée en imprimés ou documents divers se présente au cours d'une année, sans que les recettes correspondantes soient encaissées pendant la même année, le Bureau est autorisé, exclusivement dans ce cas, à dépasser le crédit maximum prévu, sous la réserve que le maximum du crédit pour l'année suivante sera réduit d'un montant égal à l'excédent susvisé.

[565] § 3. La somme de 200.000 francs-or pourra être modifiée ultérieurement du consentement de toutes les parties contractantes.

Article 33.

Mise en vigueur du Règlement général.

[566] Le présent Règlement général entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent trente-quatre.

[567] En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement général en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque gouvernement.

Fait à Madrid, le 9 décembre 1932.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

H. Y. Lenton
A. R. Mc Lachlan

Pour l'Allemagne:

Hermann Giess
Dr. Ing. Hans Carl Steidle
Dr. Paul Jäger
Dr. Hans Harbich
Paul Münch
Martin Feuerhahn
Siegfried Mey
Dr. Friedrich Herath.
Rudolf Salzmann
Erhard Maertens
Curt Wagner

Pour la République Argentine:

D. Garcia-Mansilla
R. Correa Luna
Luis S. Castineiras
M. Sáenz Briones

Pour la Fédération Australienne:

J. M. Crawford

Pour l'Autriche:

Dr. Rudolf Oestreicher
Ing. H. Pfeuffer

Pour la Belgique:

B. Maus
R. Corteil

Pour la Bolivie:

Georges Saenz

Pour le Brésil:

Luiz Guimarães

Pour le Canada:

Alfred Duranleau
W. Arthur Steel
Jean Désy

Pour le Chili:

E. Bermudez

Pour la Chine:

Lingoh Wang

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

Giuseppe Gianfranceschi

Pour la République de Colombie:

José Joaquín Casas
Alberto Sánchez de Iriarte
W. MacLellan

Pour les Colonies françaises, protectorats et territoires sous mandat français:

G. Carour

Pour les Colonies portugaises:

Ernesto Julio Navaro
Arnaldo de Paiva Carvalho
Jose Mendez de Vasconcellos
Guimaraes
Mario Correa Barata da Cruz

Pour la Confédération suisse:

G. Keller
E. Metzler

Pour le Congo belge:

G. Tondeur

Pour Costa-Rica:

A. Martin Lanuza

Pour Cuba:

Manuel S. Pichardo

Pour Curaçao et Surinam:

G. Schotel
Hoogewooning

Pour la Cyrénaïque:

G. Gneme

Pour le Danemark:

Kay Christiansen
C. Lerche
Gredsted

Pour la Ville libre de Dantzig:

Ing. Henryk Kowalski
Zander

Pour la République Dominicaine:

E. Brache Hijo
Juan de Olozaga

Pour l'Egypte:

R. Murray
Mohamed Said

Pour la République de El Salvador:

Raúl Contreras

Pour d'Equateur:

Hipolito de Mozoncillo
Abel Romeo Castillo

Pour l'Erythrée:

G. Gneme
Gian Franco della Porta

Pour l'Espagne:

Miguel Sastre
Ramon Miguel Nieto
Gabriel Hombre
Francisco Vidal
J. de Encio
Tomás Fernandez Quintana
Leopoldo Cal
Trinidad Matres

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Eugene O. Sykes
C. B. Jolliffe
Walter Lichtenstein
Irvin Stewart

Pour la Finlande:

Niilo Orasmaa
Viljo Ylöstalo

Pour la France:

Jules Gautier

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:

J. W. Phillips
J. Louden
F. W. Home
C. H. Boyd
I. P. G. Worledge

Pour la Grèce:

Th. Pentheroudakis
Stam Nicolis

Pour le Guatemala:

Virgilio Rodriguez Beteta
Enrique Traumann
Ricardo Castañeda Paganini

Pour la République de Honduras:

Anto Graiño

Pour la Hongrie:

Ing. Jules Erdöss

Pour les Iles italiennes de l'Egée:

G. Gneme
E. Mariani

Pour des Indes britanniques:

M. L. Pasricha
P. J. Edmunds

Pour les Indes néerlandaises:

A. J. H. van Leeuwen
van Dooren
G. Schotel
Hoogewooning

Pour l'Etat libre d'Irlande:

P. S. Óh - Éigeartaigh
E. Cuisin

Pour l'Islande:

G. Hliddal

Pour l'Italie:

G. Gneme
G. Montefinale

Pour le Japon,

Pour Chosen, Taiwan, Karafuto, le Territoire à bail du Kwantung et les Iles des Mers du Sud sous mandat japonais:

Saichiro Koshida
Zenshichi Ishii
Satoshi Furihata
Y. Yonezawa
T. Nakagami
Takeo Iino

Pour la Lettonie:

B. Einberg

Pour Libéria:

Luis Ma. Soler

Pour la Lithuanie:

Ing. K. Gaigalis

Pour le Maroc:

Dubauclard

Pour le Nicaragua:

Jose Garcia-Plaza

Pour la Norvège:

T. Engset
Hermod Petersen
Andr. Hadland

Pour la Nouvelle-Zélande:

M. B. Esson

Pour la République de Panama:

M. Lasso de la Vega

Pour les Pays-Bas:

H. J. Boetje
C. H. de Vos
J. A. Bland van den Berg
Dogterom

Pour le Pérou:

Juan de Osma

Pour la Pologne:

Ing. Henryk Kowalski
Kazimierz Goebel
K. Krulisz
Kazimierz Szymanski

Pour le Portugal:

Miguel Vaz Duarte Bacelar
Jose de Liz Ferreira Junior
David de Sousa Pires
Joaquim Rodriguez Gonçalves

Pour la Roumanie:

Ing. Tanasescu

Pour la Somalie italienne:

G. Gneme
Gelmetti

Pour la Suède:

G. Wold

Pour la Syrie et le Liban:

M. Morillon

Pour la Tchécoslovaquie:

Ing. Strnad
Dr. Otto Kučera
Ing. Jaromír Svoboda

Pour la Tripolitaine:

G. Gneme
D. Crety

Pour la Tunisie:

Crouzet

Pour la Turquie:

Fabri
I. Cemal
Mazhar

Pour l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes:

Eugène Hirschfeld
Alexandre Kokadeev

Pour l'Uruguay:

Ad referendum du Gouvernement de l'Uruguay
Daniel Castellanos

Pour le Vénézuéla:

Cesar Marmol Cuervo
Antonio Reyes

Pour la Yougoslavie:

D. A. Zlatanovitch

APPENDICE 1.

Tableau des tolérances de fréquence et des instabilités.

(Voir l'article 6.)

¹⁰ La tolérance de fréquence est le maximum de l'écart admissible entre la fréquence assignée à une station et la fréquence réelle d'émission.

²⁰ Cet écart résulte de la combinaison de trois erreurs:

- l'erreur du radiofréquence-mètre ou de l'indicateur de fréquence employé;
- l'erreur faite lors du réglage du poste;
- les variations lentes de la fréquence de l'émetteur.

³⁰ Dans la tolérance de fréquence, il n'est pas tenu compte de la modulation.

⁴⁰ L'instabilité de fréquence est le maximum de l'écart admissible résultant de la seule erreur visée au c) ci-avant.

Tableau des tolérances de fréquence et des instabilités.

	Tolérances admissibles immédiatement	Tolérances admissibles pour les nouveaux émetteurs seulement après 1933	Instabilités admissibles immédiatement	Instabilités admissibles pour les nouveaux émetteurs seulement après 1933
	±	±	±	±
A. De 10 à 550 kc/s (30 000 à 545 m):				
a) Stations fixes.	0,1 %	0,1 %		
b) Stations terrestres	0,1 %	0,1 %		
c) Stations mobiles utilisant des fréquences indiquées	0,5 % ¹⁾	0,5 % ¹⁾		
d) Stations mobiles utilisant une onde quelconque à l'intérieur de la bande			0,5 %	0,5 %
e) Stations de radiodiffusion	0,3 kc/s	0,05 kc/s		
B. De 550 à 1 500 kc/s (545 à 200 m):				
a) Stations de radiodiffusion	0,3 kc/s	0,05 kc/s		
b) Stations terrestres	0,1 %	0,1 %		
c) Stations mobiles utilisant une onde quelconque à l'intérieur de la bande			0,5 %	0,5 %
C. De 1 500 à 6 000 kc/s (200 à 50 m):				
a) Stations fixes	0,05 %	0,03 %		
b) Stations terrestres	0,1 %	0,04 %		
c) Stations mobiles utilisant des fréquences indiquées	0,1 %	0,1 %		
d) Stations mobiles utilisant une onde quelconque à l'intérieur de la bande			5 kc/s	3 kc/s
e) Stations fixes et terrestres de faible puissance (jusqu'à 250 watts-antenne) travaillant dans les bandes communes aux services fixes et mobiles.	2)	2)	5 kc/s	3 kc/s
D. De 6 000 à 30 000 kc/s (50 à 10 m):				
a) Stations fixes.	0,05 %	0,02 %		
b) Stations terrestres	0,1 %	0,04 %		
c) Stations mobiles utilisant des fréquences indiquées.	0,1 %	0,1 % (0,04 % pour les fréquences dans les bandes communes)		
d) Stations mobiles utilisant une onde quelconque à l'intérieur de la bande			0,1 %	0,05 %
e) Stations de radiodiffusion	0,03 %	0,01 %		
f) Stations fixes et terrestres de faible puissance (jusqu'à 250 watts-antenne) travaillant dans les bandes communes aux services fixes et mobiles	2)	2)	0,1 %	0,05 %

1) Il est reconnu qu'il existe dans ce service un grand nombre d'émetteurs à étincelles et de simples émetteurs auto-oscillateurs qui ne sont pas à même de satisfaire à cette condition.
2) Les tolérances admissibles n'étant pas données, les administrations fixeront des tolérances aussi réduites que faire se pourra.

Note. Les administrations s'efforceront de profiter des progrès de la technique pour réduire progressivement les tolérances de fréquence et les limites d'instabilité.

APPENDICE 2.

Tableau des largeurs de bande de fréquences occupées par les émissions.
(Voir l'article 6.)

Les bandes de fréquences effectivement utilisées, en principe, par les différents types de transmission dans l'état actuel de la technique sont indiquées ci-après.

Type de transmission	Largeur de la bande Cycles par seconde (y compris les deux bandes latérales)
Télégraphie, vitesse de 100 mots par minute, code Morse (40 points par seconde)	de 80 à 240 (correspondant à la fréquence fondamentale de manipulation et à son troisième harmonique).
sur onde entretenue non modulée	
sur onde entretenue modulée	même valeur que ci-avant, plus deux fois la fréquence de modulation.
Transmission d'images fixes	environ le rapport du nombre d'éléments ¹⁾ d'images à transmettre au nombre de secondes nécessaires à la transmission. Exemple: 100 000: 100 = 1000.
Télévision.	environ le produit du nombre d'éléments ¹⁾ d'une image par le nombre d'images transmises par seconde. Exemple: 10 000 × 20 = 200 000.
Radiotéléphonie commerciale	environ 6 000.
Radiotéléphonie de haute qualité, comme par exemple en radiodiffusion	environ 10 000 à 20 000.

1) Un cycle est composé de deux éléments, un blanc et un noir; la fréquence de modulation est donc la moitié du nombre d'éléments transmis par seconde.

APPENDICE 3.

Rapport sur une infraction à la Convention des télécommunications ou aux Règlements des radiocommunications.
(Voir l'article 13.)

Détails relatifs à la station transgressant les Règlements.	
1. Nom, s'il est connu (en caractères d'imprimerie) [Remarque a)]	
2. Indicatif d'appel (en caractères d'imprimerie)	
3. Nationalité, si elle est connue	
4. Onde employée (kc/s ou m)	
5. Système [Remarque b)]	
Détails relatifs à la station signalant l'irrégularité.	
6. Nom (en caractères d'imprimerie)	
7. Indicatif d'appel (en caractères d'imprimerie)	
8. Nationalité	
9. Position approximative [Remarque c)].	
Détails de l'irrégularité.	
10. Nom [Remarque d)] de la station en communication avec celle qui commet l'infraction.	
11. Indicatif d'appel de la station en communication avec celle qui commet l'infraction.	
12. Heure [Remarque e)] et date.	
13. Nature de l'irrégularité [Remarque f)].	
14. Extraits du journal de bord et autres documents à l'appui du rapport (à continuer au verso, si nécessaire). Heure.	

15. Certificat.
Je certifie que le rapport ci-dessus donne, autant que je sache, le compte rendu complet et exact de ce qui a eu lieu.
Date: le _____ 19____ (*)

(*) Ce rapport doit être signé par l'opérateur qui a relevé l'infraction, et contresigné par le commandant du navire ou de l'aéronef, ou le chef de la station terrestre.

Indications pour remplir cette formule.

- Remarque a) Chaque rapport ne fera mention que d'un seul navire ou d'une seule station, voir remarque d).
- Remarque b) Type A1, A2, A3 ou B.
- Remarque c) Applicable seulement aux navires et aéronefs, doit être exprimée en latitude et longitude (Greenwich) ou par un relèvement vrai et distance en milles marins ou en kilomètres de quelque endroit bien connu.
- Remarque d) Si les deux stations en communication enfreignent les Règlements, un rapport sera fait séparément pour chacune de ces stations.
- Remarque e) Doit être exprimée par un groupe de quatre chiffres (0001 à 2400), temps moyen de Greenwich. Si l'infraction porte sur une période considérable, les heures devront être indiquées dans la marge du n° 14.
- Remarque f) Un rapport séparé est requis pour chacune des irrégularités, à moins que les erreurs n'aient évidemment été faites par la même personne et n'aient eu lieu que dans une courte période de temps. Tous les rapports doivent être envoyés en deux exemplaires et être établis dans la mesure du possible à la machine à écrire.
(L'emploi du crayon indélébile et du papier carbone est autorisé.)

Pour l'usage exclusif de l'administration.

- Compagnie ayant le contrôle de l'installation de la station contre laquelle plainte est portée
- Nom de l'opérateur de la station tenu responsable de l'infraction aux Règlements
- Mesure prise

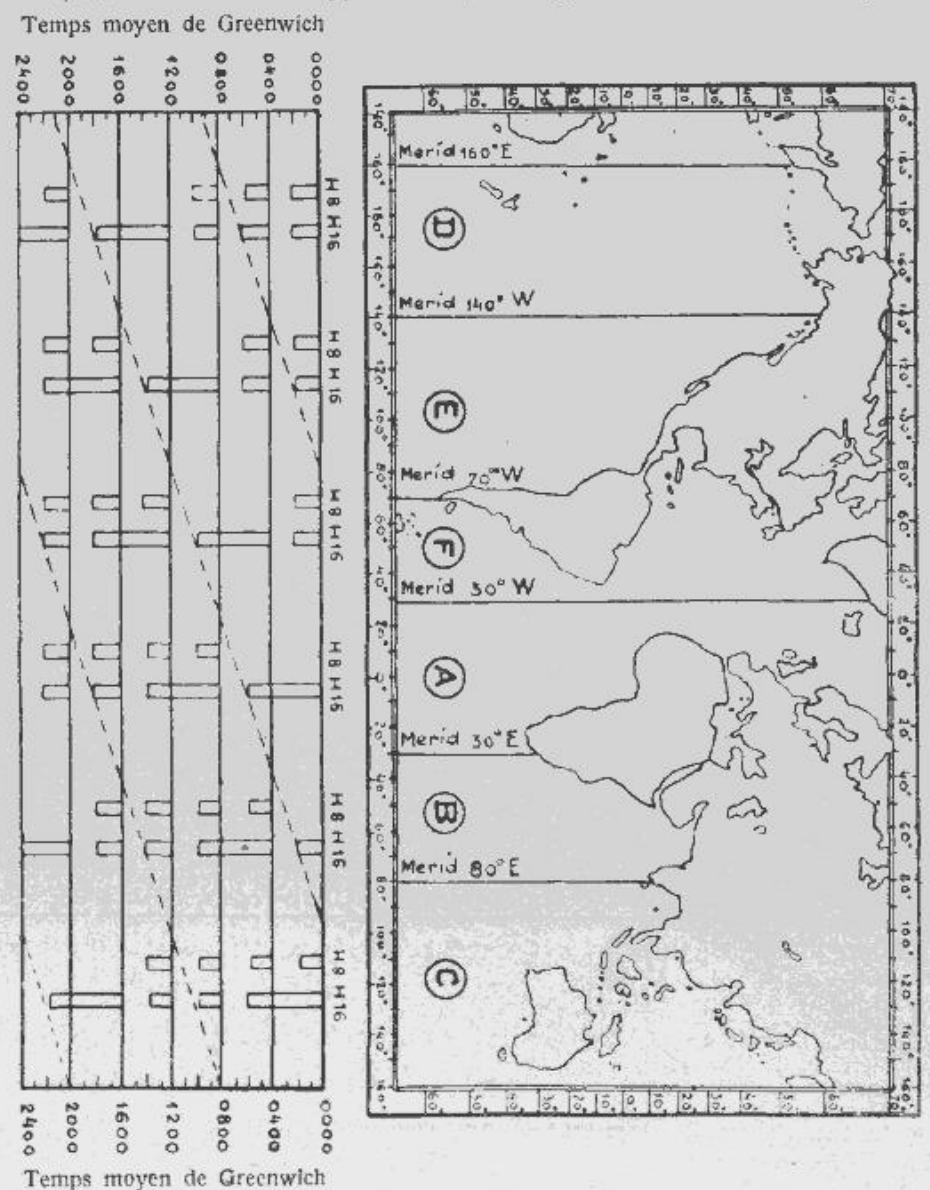
APPENDICE 4.

Heures de service des stations de navire classées dans la deuxième catégorie.
(Voir les graphiques et carte à l'appendice 5 ainsi que les articles 15 et 23.)

Zones	Limites Ouest	Limites Est	Durée des heures de service (temps moyen de Greenwich)	
			8 heures (H 8)	16 heures (H 16)
A Océan Atlantique Est, Méditerranée, Mer du Nord, Baltique.	Méridien 30° W, Côte du Groenland.	Méridien 30° E, au Sud de la côte d'Afrique, Limites Est de la Méditerranée, de la Mer Noire et de la Baltique, Méridien 30° E au Nord de la Norvège.	de 8h à 10h de 12h à 14h de 16h à 18h de 20h à 22h	de 0h à 6h de 8h à 14h de 16h à 18h de 20h à 22h
B Océan Indien Ouest, Océan Arctique Est.	Limite Est de la Zone A.	Méridien 80° E, Côte Ouest de Ceylan au Pont d'Adam, de là à l'Ouest, le long des côtes de l'Inde.	de 4h à 6h de 8h à 10h de 12h à 14h de 16h à 18h	de 0h à 2h de 4h à 10h de 12h à 14h de 16h à 18h de 20h à 24h
C Océan Indien Est, Mer de Chine, Océan Pacifique Ouest.	Limite Est de la Zone B.	Méridien 160° E.	de 0h à 2h de 4h à 6h de 8h à 10h de 12h à 14h	de 0h à 6h de 8h à 10h de 12h à 14h de 16h à 22h
D Océan Pacifique Central.	Limite Est de la Zone C.	Méridien 140° W.	de 0h à 2h de 4h à 6h de 8h à 10h de 20h à 22h	de 0h à 2h de 4h à 6h de 8h à 10h de 12h à 18h de 20h à 24h
E Océan Pacifique Est.	Limite Est de la Zone D.	Méridien 70° W au Sud de la Côte américaine, Côte Ouest d'Amérique.	de 0h à 2h de 4h à 6h de 16h à 18h de 20h à 22h	de 0h à 2h de 4h à 6h de 8h à 14h de 16h à 22h
F Océan Atlantique Ouest et Golfe du Mexique.	Méridien 70° W au Sud de la Côte américaine, Côte Est d'Amérique.	Méridien 30° W, Côte du Groenland.	de 0h à 2h de 12h à 14h de 16h à 18h de 20h à 22h	de 0h à 2h de 4h à 10h de 12h à 18h de 20h à 22h

APPENDICE 5.

Heures de service des stations de navire classées dans la deuxième catégorie.
(Voir le tableau à l'appendice 4, ainsi que les articles 15 et 23.)



APPENDICE 6. Documents de service. (Voir l'article 15.)

Tome I. Nomenclature des stations côtières et de navire. Partie A. Index alphabétique des stations côtières.

Table with 3 columns: Nom de la station, Indicatif d'appel, Voir partie B page

Partie B. Etat signalétique des stations côtières. (Nom du pays, Nom des stations } par ordre alphabétique.)

Table with 10 columns: Nom de la station, Indicatif d'appel, Ondes (Fréquences, Type), Position géographique, Puissance dans l'antenne, Service (Nature, Heures d'ouverture, Taxes), Observations

- 1) L'onde normale de travail est imprimée en caractères gras. 2) Méridien de Greenwich. 3) Dans le cas d'antennes dirigées, il y a lieu d'indiquer la directivité et l'azimut. 4) Temps moyen de Greenwich. 5) La taxe télégraphique intérieure du pays dont dépend la station côtière et la taxe appliquée par ce pays aux télégrammes à destination des pays limitrophes sont indiquées dans une annexe à la présente nomenclature. 6) Si les comptes de taxes sont liquidés par une exploitation privée, il y a lieu d'indiquer, le cas échéant, le nom et l'adresse de cette exploitation privée. 7) Renseignements particuliers concernant les heures d'appel pour la transmission des listes d'appels, etc.

Partie C. Etat signalétique des stations de navire.

Les renseignements relatifs à ces stations sont publiés en deux ou trois lignes dans l'ordre suivant:

1re ligne.

Indicatif d'appel au-dessous duquel figurera la taxe du navire, suivie d'un renvoi pour désigner l'administration ou l'exploitation privée à laquelle les comptes de taxe doivent être adressés. En cas de changement de l'adresse de l'exploitant, un second renvoi, après la taxe, donnera la nouvelle adresse et la date à partir de laquelle le changement entrera en vigueur;

nom du navire rangé à l'ordre alphabétique sans considération de nationalité, suivi de l'indicatif d'appel en cas d'homonymie; dans ce cas, le nom et l'indicatif sont séparés par une barre de fraction; ensuite, des notations x, Δ, etc. Lorsque deux ou plusieurs stations de navire de même nationalité portent le même nom, ainsi que dans les cas où les comptes de taxes doivent être adressés directement au propriétaire du navire, il est fait, dans un renvoi, mention du nom de la compagnie de navigation ou de l'armateur auquel appartient le navire;

puissance dans l'antenne en kilowatts; mètres-ampères, entre parenthèses.

Pour établir le produit „mètres-ampères“, on multiplie la hauteur réelle de l'antenne en mètres à partir de la ligne de charge par le courant efficace en ampères à la base de l'antenne;

nature du service;

heures d'ouverture sous forme de notation de service ou de renvoi. Les heures indiquées autrement que sous forme de notation de service doivent être indiquées en temps moyen de Greenwich.

2e ligne.

(pour la taxe, voir 1re ligne).

Pays dont relève la station (indication abrégée); types et

fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquelles les réglages sont faits, l'onde normale de travail étant imprimée en caractères gras.

3e ligne.

Renvois et observations succincts.

Tome II. Nomenclature des stations aéronautiques et d'aéronef. Partie A. Index alphabétique des stations aéronautiques.

Table with 3 columns: Nom de la station, Indicatif d'appel, Voir partie B page

Partie B. Etat signalétique des stations aéronautiques. (Nom du pays, Nom des stations } par ordre alphabétique.)

Table with 12 columns: Nom de la station, Indicatif d'appel, Ondes (Pour la transmission, Pour la réception), Position géographique, Puissance dans l'antenne, Service (Nature, Heures d'ouverture, Taxes), Observations

- 1) L'onde normale de travail est imprimée en caractères gras. 2) Méridien de Greenwich. 3) Dans le cas d'antennes dirigées, il y a lieu d'indiquer la directivité et l'azimut. 4) Temps moyen de Greenwich. 5) La taxe télégraphique intérieure du pays dont dépend la station aéronautique et la taxe appliquée par ce pays aux télégrammes à destination des pays limitrophes sont indiquées dans une annexe à la présente nomenclature. 6) Si les comptes de taxes sont liquidés par une exploitation privée, il y a lieu d'indiquer, le cas échéant, le nom et l'adresse de cette exploitation privée.

Partie C. Etat signalétique des stations d'aéronef.

Les stations sont rangées par ordre alphabétique de l'indicatif d'appel sans considération de nationalité.

Table with 12 columns: Indicatif d'appel, Nom de la station ou marque de nationalité et d'immatriculation, Ondes (Fréquences, Type), Puissance dans l'antenne, Pays, Nature du service, Taxes, Nom et adresse de l'administration ou entreprise à laquelle les comptes doivent être envoyés, Parcours habituel (port d'attache), Type de l'aéronef et marque de fabrique, Observations

1) L'onde normale de travail est imprimée en caractères gras.

Tome III. Nomenclature des stations effectuant des services spéciaux. Partie A. Index alphabétique des stations.

Table with 3 columns: Nom de la station, Indicatif d'appel, Voir partie B page

Partie B. Etat signalétique des stations.

10 Stations radiogoniométriques.

(Nom du pays, Nom de la station } par ordre alphabétique.)

Table with 10 columns: Nom de la station, Position géographique exacte, Ondes types (fréquences), Indicatif d'appel pour appeler la station, Pour transmettre à la station goniométrique les signaux requis pour faire les relevements, Pour la transmission des relevements par la station goniométrique, Puissance dans l'antenne de l'émetteur, Nom et indicatif d'appel de la station avec laquelle la communication doit être établie si la station goniométrique n'est pas dotée d'un émetteur, Taxes, Observations

- 1) Méridien de Greenwich. 2) Temps moyen de Greenwich.

20 Stations radiophares.

Les radiophares sont rangés en deux sections: a) du service maritime b) du service aérien.

(Nom du pays, Nom de la station } par ordre alphabétique.)

Table with 11 columns: Nom de la station, Position géographique exacte de l'antenne émettrice du radiophare, Signal caractéristique du radiophare, Indicatif d'appel du radiophare s'il y a lieu, Onde (Fréquence, Type, Fréquence de modulation s'il y a lieu, Portée normale), Nom et indicatif d'appel de la station à laquelle on peut transmettre une demande d'émission du radiophare, Onde d'appel fréquence (longueur), Observations

- 1) Méridien de Greenwich. 2) Les portées sont indiquées en milles marins pour les stations du service maritime et en kilomètres pour les stations du service aérien. 3) Temps moyen de Greenwich.

30 Stations émettant des signaux horaires.

(Nom du pays, Nom de la station } par ordre alphabétique.)

Table with 6 columns: Nom de la station, Indicatif d'appel, Ondes (Fréquences, Type), Heures d'émission, Méthode

- 1) Temps moyen de Greenwich. 2) Instructions générales concernant les signaux horaires.

40 Stations émettant des bulletins météorologiques réguliers.

(Nom du pays, Nom de la station } par ordre alphabétique.)

Table with 6 columns: Nom de la station, Indicatif d'appel, Ondes (Fréquences, Type), Heures d'émission, Observations

- 1) Temps moyen de Greenwich. 2) Instructions générales concernant les bulletins météorologiques.

- 50 Stations émettant des avis aux navigateurs.
(Nom des stations par pays avec les indications nécessaires.)
a) Service radiomaritime.
b) Service radioaérien.
60 Stations émettant des messages de presse adressés à tous (CQ).
(Nom du pays)
(Nom de la station avec les indications nécessaires.)
70 Stations émettant des avis médicaux.
80 Stations émettant des ondes étalonées.
90 (le cas échéant, autres catégories de stations).

Tome IV. Nomenclature des stations fixes.

(Index à la liste des fréquences pour les stations fixes en service.)

Index alphabétique des stations rangées:

a) par stations

Station	Indicatif d'appel ¹⁾	Onde fréquence (longueur) kc/s (m)
1	2	3

¹⁾ L'indicatif d'appel distinctif de chaque fréquence doit être indiqué en face de cette fréquence.

b) par pays

Station	Indicatif d'appel ¹⁾	Onde fréquence (longueur) kc/s (m)	Observations
1	2	3	4

¹⁾ L'indicatif d'appel distinctif de chaque fréquence doit être indiqué en face de cette fréquence.

Tome V. Nomenclature des stations de radiodiffusion.

Partie A. Index alphabétique des stations.

Nom de la station	Indicatif d'appel	Voir partie B page
1	2	3

Partie B. Etat signalétique des stations.

(Nom du pays } par ordre alphabétique.)
Nom de la station }

Nom de la station	Indicatif d'appel	Fréquences (longueurs) kc/s (m)	Position géographique exacte de l'antenne émettrice ¹⁾	Puissance dans l'antenne kW	Nom et adresse de l'administration ou de l'entreprise effectuant l'émission	Observations
1	2	3	4	5	6	7

¹⁾ Méridien de Greenwich.

Liste des fréquences.

I. Généralités.

a) En ce qui concerne les stations fixes, terrestres et de radiodiffusion, les administrations notifient au Bureau de l'Union un état signalétique complet pour chaque fréquence attribuée à ces stations (voir l'article 7, § 5).

b) En ce qui concerne les stations mobiles, il n'est pas fourni d'état signalétique complet. On indique seulement pour chaque pays, séparément pour chaque catégorie de stations (de navire, d'aéronef, d'autres véhicules), les fréquences attribuées à ces stations dans les bandes qui leur sont réservées.

Exemple:

5525 kc/s (54,30 m) stations de navire Etats-Unis d'Amérique.

5690 kc/s (52,72 m) stations d'aéronef Brésil.

c) Les fréquences attribuées aux stations effectuant des services spéciaux ainsi qu'aux stations d'amateur et expérimentales privées sont indiquées en bloc, par pays et pour chaque catégorie de stations [exemple: 3500 à 4000 kc/s (85,71 à 75 m) stations d'amateur Canada].

d) En vue de faciliter l'utilisation de la liste des fréquences, le Bureau de l'Union mentionne sur chaque page la gamme de fréquences du tableau de répartition correspondant aux fréquences qui figurent sur cette page [exemple: 7300 à 8200 kc/s (41,10 à 36,59 m) services fixes].

e) Pour les termes et indications techniques employés dans la liste, il est recommandé aux administrations de se référer aux avis du C. C. I. R.

II. Notification.

a) La date de notification d'une fréquence, à insérer dans la colonne 3 a, est la date que porte la communication par laquelle le Bureau de l'Union a été informé de la première attribution de cette fréquence à une station du pays indiqué. Le nom de cette station figure dans la colonne 5.

Par pays, on entend, dans cette liste, le pays dans les limites duquel est installée la station.

b) Lors de la première notification d'une fréquence pour une station d'un pays, la date à inscrire dans la colonne 3 b, en regard de cette station, est la même que celle portée dans la colonne 3 a. Si l'on attribue ultérieurement la même fréquence à une autre station du même pays, on insère en regard de la nouvelle station, dans la colonne 3 a, la date de la première notification visée ci-avant et, dans la colonne 3 b, la date de l'attribution de cette fréquence à cette nouvelle station.

c) Si, deux ans après la notification (colonne 3 b), la fréquence notifiée n'a pas été mise en exploitation par la station à laquelle elle a été attribuée, les inscriptions y relatives sont annulées, à moins que l'administration intéressée, obligatoirement consultée par le Bureau de l'Union six mois avant l'expiration du délai précité, n'en ait demandé le maintien. Dans ce cas, les dates de notification insérées dans les colonnes 3 a et 3 b subsistent.

Fréquence exacte en kc/s	Longueur d'onde approximative en mètres	Date		Indicatif d'appel	Nom et position géographique ¹⁾ de la station et nom du pays dont relève cette station	Type d'émission (A1, A2, A3, A4, B, Spécial)	Puissance dans l'antenne		Directivité de l'antenne	Fréquence maximum de modulation pour les types d'émission A2, A3, A4 et Spécial ²⁾	Vitesse maximum normale de transmission en bauds ³⁾	Nature du service et pays avec lesquels la communication est prévue ou établie	Date de mise en exploitation de la fréquence par la station dont le nom figure dans la colonne 5 (date prévue entre parenthèses) ⁴⁾	Administration ou compagnie exploitante	Observations
		a	b				a	b							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		

¹⁾ Méridien de Greenwich.

²⁾ Le chiffre à inscrire dans la colonne 9 doit permettre de déterminer la largeur de la bande de fréquences occupée par la transmission.

Aucun signe ne précède le chiffre, lorsque la transmission utilise les deux bandes latérales. Si la transmission n'utilise qu'une bande latérale, on l'indique en plaçant devant le chiffre le signe + (bande latérale de fréquence supérieure à la fréquence porteuse) ou - (bande latérale de fréquence inférieure à la fréquence porteuse).

³⁾ La vitesse en bauds pour le code Morse international est approximativement égale à 0,8 x mots par minute.

⁴⁾ Les administrations notifient sans délai au Bureau de l'Union la mise en exploitation des fréquences pour lesquelles un état signalétique complet figure dans la liste des fréquences.

(Turpinājums sekos.)

Valdības rīkojumi un pavēles.

Apstiprinu

Rīgā, 1936. g. 10. oktobri.

Satiksmes ministrs B. Einbergs.

Pasta un telegrafa departamenta rīkojums.

Grozījumi Starptautiskā telegrafa tarifā.

Tarifa 32. lapp. Itāļu Somāļu zeme, ceļiem: via France TSF, via Transradio, via London - Marconi, via Italo - Radio un via Radio - Varsovie vārda maksu 212 atvītot ar 197 sant. Ceļa „via Italo - Radio” nosaukumu atvītot ar „via Roma Radio”. Ceļu „via Eastern” un „via Eastern - Suez - P. Sudan” vārda maksu 238 atvītot ar 223, bet maksu 263 ar 248 sant.

Tarifa 32. lapp. Eritreja, ceļu „via Radio - Varsovie” un „via Italo - Radio” nosaukumus atvītot ar „via Radio - Varsovie” un „via Roma Radio”.

Tarifa 51. lapp. Jamaïque, piezīmēs svītrot TMx.

Tarifa 56. lapp. Gjuāne frančuise, Via Barbados Radio vai via New-York Radio, Cayenne un Citas stacijas — II, III, IV, V, VI un VII slejā vārda maksu 611 atvītot ar 526 un 651 ar 566 sant. Piezīmēs ierakstīt DLT.

Tarifa 57. lapp. Afganistana, piezīmēs ierakstīt LC.

Tarifa 75. lapp. Rotuma sala, piezīmēs ierakstīt: Slep. val., MP, Ouv. D, FS, TMx, XP, Exprès, LC, Presse, NLT, DLT.

Starptautiskā telegrafa tarifa saisināts apzīmējums ir — Stgt.

Sis rīkojums stājas spēkā izsludināšanas dienā.

Rīgā, 1936. g. 9. oktobri.

Pasta un telegrafa direktors H. Resnais, Ekpluat. pārvaldes priekšn. V. Krūmiņš.

Instrukcija

par privāto dzelzceļu inspektora, pārraugu un finansiāli - ekonomiskās pārraudzības pienākumiem.

1. Inspekciju uz privātiem dzelzceļiem izdara, pamatojoties uz noteikumiem par valsts un privāto dzelzceļu inspekciju (Lik. kr. 1924. g. 151) satiksmes ministra iecelts inspektors un pārraugi - attiecīgo dzelzceļu nozaru speciālisti, kurus uz dzelzceļu galvenā direktora priekšlikumu apstiprinājis satiksmes ministrs.

2. Inspekcijas pienākums ir pārraudzīt dzelzceļu tehnisko un finansiāli-ekonomisko darbību un tehniskos iekārtojumus, cikāl tie attiecas uz kustības drošību, pareizību un ērtību, tāpat arī pārliecināt, vai dzelzceļi piemēroti kustības prasībām. Inspektoram un pārraugiem jārikojas, ievērojot pastāvošos likumus, noteikumus, instrukcijas un rīkojumus.

3. Inspektors tieši padots satiksmes ministram, bet pārraugi — dzelzceļu galvenam direktoram.

4. Par novērotiem trūkumiem vai atkāpšanos no pastāvošiem noteikumiem, in-

strukcijām, rīkojumiem vai sabiedrību satūtiem inspektors un pārraugi ziņo satiksmes ministram vai dzelzceļu galvenam direktoram, ierosinot rīkojumus, kas dodami konstatēto trūkumu novēršanai. Neatliekamos gadījumos, kad apdraudēta kustības drošība vai cilvēku dzīvība, inspektoram un pārraugiem jānod brīdinājumi tūdaļ uz vietas un jāziņo par to attiecīgai dzelzceļu pārvaldei.

5. Pārraugi darbojas katrs savā nozarē patstāvīgi un izdara privāto dzelzceļu apskates vai nu uz savu ierosmi, vai dzelzceļu galvenā direktora rīkojumu, vai inspektora priekšlikumu. Apskates jāizdara pēc vajadzības, bet sevišķi rūpīgi tās jāizdara katru pavasari un rudenī. Par katras apskates rezultātiem jāiesniedz ziņojums ar noteiktiem priekšlikumiem atrasto trūkumu novēršanai.

Apskatēs sevišķa vēriba jāpiegriež:

a) ceļu nozarē — atsavinātās joslas, ceļu ķermeņa, virsbūves, tiltu, ēku, signālu un drošības ierīču stāvoklim un to uzturēšanai kārtībā; remontliedzēkļu un materiālu krājumiem un arī dzelzceļu līniju, ēku, dzīvokļu atēju u. t. t. sanitāram stāvoklim; likumu un rīkojumu pildīšanai pasīvās aizsardzības noorganizēšanā pret uzbrukumiem no gaisa;

b) mašīnu nozarē — lokomotīvu un vagonu daudzumam un stāvoklim un to uzturēšanai, darbnīcu iekārtai, tvaika katlu pārbaudei, elektrības, telefona, telegrafa, ūdensapgādes un ugunsdzēsības ietaišu stāvoklim un uturēšanai, materiālu un degamvielu krājumiem;

c) ekspluatācijas nozarē — pasažieru, bagāžas un visāda veida preču pārvadāšanai, vilcienu kustības drošībai, pareizībai un ērtībai, staciju darbībai, ērtībām pasažieriem un citiem dzelzceļu klientiem, telegrafa un telefona darbībai;

d) finanču nozarē — lai privāto dzelzceļu sabiedrības statūtu robežās pareizi sastādītu grāmatvedības un ienēmumu un izdevumu pārskatus, lai pareizi piemērotu tarifus un pārvadāšanas noteikumus, pareizi pārvaldītu pensijas un citus fondus un lai kārtīgi samaksātu valstij un pašvaldībām pienākošos maksājumus.

Pārraugi par viņu nozarēs atrastiem trūkumiem un dotiem rīkojumiem vai brīdinājumiem informē dzelzceļu galveno direktoru un inspektoru. Ja, pārraugot kādu nozari, izvirzās jautājumi vai novērojumi, kas skar citam pārraugam padotu nozari, tad par to jāinformē arī attiecīgais pārraugis.

6. Uz inspekcijas locekļu pieprasījumu privāto sabiedrību dzelzceļu valdēm un padomēm jāuzrāda darbvedība, grāmatas un dokumenti, tapat arī uz līnijas jānod iespēja apskatīt visas būves, darbnīcas, ietaises un staciju darbvedību un norēķināšanos un jānod visi pieprasītie paskaidrojumi.

Satiksmes ministrs B. Einbergs.

Dzelzceļu galv. direkt. K. Bjodnieks.

408. rīkojums

1936. g. 15. oktobrī

par braukuma maksas pazeminājumu 9. latvju vispārējo dziesmusvētku koru dalībnieku braucieniem uz kopmēģinājumiem un atpakaļ.

Pamatojoties uz Satiksmes ministra š. g. 5. oktobra rezolūciju, pieņemiet pārvadāšanai 3. klases vagonos ar 50% braukuma maksas pazeminājumu 9. latvju vispārējo dziesmusvētku koru dalībniekus, kas grupās brauks uz koru kopmēģinājumiem un no tiem atpakaļ.

Braukuma maksas pazeminājuma iegūšanai korijiem jāiesniedz pirmajā izbraukšanas stacijā ne vēlāk par 1 dienu pirms izbrauciena pienācīgi uzrakstīts, parakstīts un apzīmots šo svētku rīkotājas — Latviešu dziesmusvētku biedrības — pieprasījums pēc šāda parauga:

Latviešu dziesmusvētku biedrība Izdoto bilešu numuri:
193. g. turpbraucienam
atpakaļbraucienam
(Adrese) stacijas priekšniekam.

Saskaņā ar Dzelzceļu virsvaldes 1936. g. 408. rīkojumu, līdz pārvēst 3. kl. vagonā par pazeminātu par 50% maksu

koru dalībniekus, skaitā nosaukums)

personas (skaitis jāuzrāda vārdiem)

š. g. ar vilcienu no stacijas līdz stacijai un š. g. ar vilc. № atpakaļ.

Minētais koris brauks uz 9. latvju vispārējo dziesmusvētku koru kopmēģinājumu, kas notiks un no tā atpakaļ.

Zīmoga Priekšsēdētājs:
nospietums, Sekretārs:

Reizē ar pieprasījuma iesniegšanu korijiem jāsamaksā arī braukuma maksa kā par turp-, tā arī atpakaļbraucienam.

Koru pārvadāšanai jāuzraksta pasažieru tarifa 13. § 2. punktā paredzētie dokumenti grupu braucieniem. Iesniegtais pieprasījums jāpievieno biletes norakstam, kas paliek stacijā.

Vilcienu pie pasažieru bilešu kontroles koru dalībniekiem, izņemot pārvadāšanas dokumentus (grupu braucieni bileti un ekskursantu kuponus), nekādas apliecības vai biedru kartes nav jāuzrāda.

Rīkojums spēkā no 1936. g. 19. oktobra līdz 1937. g. 1. jūlijam, ieskaitot.

Dzelzceļu gal. direkt. v. E. Dravnieks.
Ekspluatācijas direkt. v. J. Klavins.

Apstiprinu

1936. g. 15. oktobrī.

Satiksmes ministrs B. Einbergs.

410. rīkojums

1936. g. 15. oktobrī

par pārgrozījumiem „Tarifā pasažieru pārvadāšanai ar valsts dzelzceļu autobusiem starp Stendes staciju - Dundangu un Stendes staciju - Valdemārpili”.

„Tarifu pasažieru pārvadāšanai ar valsts dzelzceļu autobusiem starp Stendes staciju - Dundangu un Stendes staciju - Valdemārpili”, kas izsludināts „Valdības Vēstnesī” 1936. g. 214. numurā un „Dzelzceļu Vēstnesī” 36. numurā, papildināt šādi:

1) II nodaļuma 2. punkta pirmo teikumu izteikt sekojoši: „Vienas reizes braucieni biletes pārdod autobusos par 10. pkt. noteiktām maksām, bet mēneša biletes — Stendes, Talsu un Valdgales staciju bilešu kasēs par 11. pkt. noteiktām maksām.”

2) Tā paša nodaļuma 7. pkt. pirmo teikumu papildināt ar grozīt šādi: pēc vārdiem: „formas tērpā” stripot „un”; pēc vārdiem: „kāra invalīdiem” likt sekojošo: „un mācības iestāžu audzēkņiem ar mēneša biletem, kurās izsniedzamas pret mācības iestāžu izdotām apliecībām”.

3) Tā paša nodaļuma pēc 10. punkta ievietot šādu jaunu punktu:

„11. Mēneša biletes izdod noteiktai personai uz 1 mēnesi. Šādas biletes izdod uz biletes ieguvēja mutisku pieprasījumu kaut kurā mēneša dienā tūlītējai braucienam uz sāksim vai braucienam uz sāksim biletes ieguvējam vēlāmā laikā. Braucienam uz sāksim diena jāuzrāda bilētē, un biletes derīguma laiks skaitāms apaļos kalendāra mēnešos, sākot ar bilētē uzrādīto braukšanas uzsākšanas dienu un beidzot ar bilētē uzrādīto derīguma laika pēdējo dienu.

Bilēti saņemot, samaksājama visa par bilēti pienākošas summa. Mēneša bilēti

pieprasot, jāiesniedz biletes ieguvēja gēmetne, kas jāuzlipina izsniedzamai bilētei.

Pasažieris, kas brauc ar citai personai izdotu mēneša bilēti, uzskatāms kā braucējs ar nederīgu bilēti, un bilēte jāatņem.

Par vienu mēneša bilētēm pamamas šādas maksas latos:

Starp kādām pieturām	Pieaugušiem	Bērniem
Stende-Talsi	16,80	8,40
Stendsmuiža-Talsi	9,—	4,50
Valdgale-Talsi	9,—	4,50

Šādas mēneša biletes derīgas braukšanai starp bilētē uzrādītām pieturām vai stacijām kā valsts dzelzceļu autobusos, tā arī visos vilcienu, kas iet Stendes - Valdgales iecirkņi.”

4) Tā paša nodaļuma 11. punktu pārnumurēt par „12”.

Rīkojums spēkā ar 1936. g. 19. oktobrī. Dzelzceļu galv. direkt. v. E. Dravnieks. Ekspluat. direktors J. Stakle.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Amatnieku biedrību normālstatūti.

(Izdoti uz likuma par Latvijas amatniecības kameru 2. pantā pamata — Lik. kr. 1935. gadā 218.)

I. Biedrības mērķi, tiesības un pienākumi.

1. Pamatojoties uz likumu par Latvijas amatniecības kameru, nodibināta

amatnieku biedrība, kurā ietilpst visas amatniecības kameras sekcijas darbojošās ardu nozares, ar valdes sēdekli

2. Biedrības darbības rajons ir

3. Biedrībai ir juridiskas personas tiesības.

4. Biedrības devīze ir: „Tēvija, tauta, amats — vienībā mūsu darba pamats”.

Biedrībai ir savs zīmogs ar uzrakstu amatnieku biedrība”.

Biedrības karoga un krūšu nozīmes vai citādu nozīmju pietiekšanai vai reģistrēšanai vajadzīga kameras piekrišana.

5. Biedrības mērķis ir: atbalstīt un sekmēt Latvijas amatniecības kameras uzdevumu pildīšanu, aizstāvēt amatnieku saimnieciskās un tiesiskās vajadzības, veicināt viņu pašdarbību un kopdarbību, pašierosmi un pašpalīdzību, arāda godīgumu un darba apzinīgumu, būt nomodā par amatnieku godu, uzturot to tīru un spodu, rūpēties par viņu arāda un vispārīgo izglītību, ne tikai tehnisko, bet arī tirdzniecisko, veikalisko izglītību un skološanu, stiprināt viņos valstiskuma, tēvzemes mīlestības un tautas vienības ideju, izkopt un padziļināt viņu kultūras, sporta un sabiedrisko dzīvi un centienus, ar to veicinot savu biedru un visas nācijas un valsts garīgo un saimniecisko augšanu un uzplaukumu.

6. Savu mērķu sasniegšanai biedrība:

a) cenšas apvienot biedrībā visus biedrības darbības rajona amatniekus;

b) rūpējas un gādā, lai biedros padziļinātos apzinīga skaidrība par mūsu neatkarīgo valsti un vienoto tautu, par pienākumiem un atbildību pret valsti un tautu, lai biedros nostiprinātos ticība un pašāvība uz mūsu valsti un tautas vienību un arī apņēmība un gatavība arvien iestāties par šīm augstākām idejām, lai biedri vienmēr un visur celtu un vairotu tautas un tēvzemes godu, cieņu un slavu;

c) organizē savus biedrus sekcijās un kopās pēc amatiem vai citām veicināmām interesēm, izslēdzot biedru sadalīšanos pēc tautībām vai ticībām;

d) izpilda kameras uzdevumus un sniedz tai vajadzīgās ziņas un arī iesūta tai ierosinājumus amatniecības veicināšanai vai saimnieciskās dzīves pacelšanai vispār;

e) pēc kameras vai citu iestāžu pieprasījuma no biedru vidus ieteic personas līdzdarbībai kamerā un dažādu uzdevumu pildīšanai valsts un pašvaldības iestādēs, goda un šķīrējtiesas, apspriedēs, delegācijās, komisijās u. c.;

f) aizstāv savu biedru un pārējo amatnieku tiesības un arī dibinātas un taisnīgas prasības viņu veikala attiecībās, uztur viņu sniegšanas, tiesiskās palīdzības un citus birojus;

g) palīdz amatniekiem viņu uzņēmumu labierīcību, sanitāro un higiēnisko apstākļu, iekšējo noteikumu un darba attiecību kārtošana;

h) kārtā stridus starp darba devējiem un ņēmējiem meistariem, zelljiem un mācekļiem, un uzstājas kā starpniecē visos jautājumos, kas izriet no

viņu kā darba devēju un ņēmēju attiecībām, veicina sadarbību, pašāvību un uzticību viņu starpā uz taisnības, abpusēju pienākumu un tiesību pamatiem;

i) ar kameras piekrišanu un uz tās apstiprinātu noteikumu pamata dibina un pārvalda dažādus pašpalīdzības fondus, kā slimības, bērnu, trūkumā nonākušo biedru vai viņu piederīgo atbalsīšanai, izglītības un bērnu skološanas veicināšanai un citiem tamlīdzīgiem mērķiem, pieņem un pārvalda novēlējumus mantā vai naudā, saskaņā ar novēlējumu nosacījumiem;

j) modina biedru vispārīgā un arodnieciskā godīguma un atbildības apziņu un gribu pēc augstākiem sasniegumiem darbā, ar kameras piekrišanu izsniedz godalgas, goda zīmes un sevišķus diplomus priekšzīmīgiem amatniekiem;

k) vispārīgās izglītības pacelšanai, valsts pilsoniskai audzināšanai un biedru kultūras, sporta un sabiedriskās dzīves un centieni izkopšanai izdod un izplata grāmatas un periodiskus izdevumus, ierīko bibliotēkas, lasītavas, klubus, atpūtas vietas, sporta laukumus, vingrotavas un sarīko piemērotus izrikojumus, gājienus, izbraukumus un vispār gādā par cildenu laiku un līdzekļu izlietošanu;

l) veicina amatnieku arodizglītību, ar kameras piekrišanu dibina un uztur skolas un kursus, sarīko priekšlasījumus, sasauca apspriedes, palīdz kamerasi nokārtot amata mācekļu audzināšanas un apmācības lietas, sniedz mācekļiem un citiem pieprasītajiem ziņas arāda izglītības jautājumos un kameras uzdevumā sevišķās lietpratēju komisijās pārbauda personas, kas vēlas iegūt zelta gradu;

m) sekmē amatnieku centienus pēc patstāvīgas saimnieciskās darbības un rūpējas, lai biedriem un viņu ģimenēm vairotos iespēja uzlabot savu saimniecisko un sabiedrisko stavokli;

n) sekmē amatnieku kopdarbību, ar kameras piekrišanu orgnizē izejmateriālu iepirkšanu, ražošanu pārdošanu un amatniecības uzņēmumu veselīgu finansēšanu;

o) biedrības labās slavas uzturēšanai un arodnieciskās disciplīnas nostiprināšanai nodibina goda un šķīrējtiesas, kas darbojas uz kameras izstrādātu noteikumu pamata.

7. Biedrības pienākums ir cieši sadarbīties ar kameru un tās vadībā pildīt savus uzdevumus. Biedrības iekšējās darbības noteikumi un instrukcijas stājas spēkā pēc tam, kad tos apstiprinājis kameras priekšsēdētājs.

Kameras pilnvarotām personām tiesība piedalīties visās biedrības sēdēs, apspriedēs un sapulcēs.

8. Biedrība var iegūt, iekārt vai atsavināt nekustamu mantu un uzņemties ilgtermiņa saistības vienīgi ar kameras rakstisku atļauju.

9. Par savām saistībām biedrība atbild ar visu savu mantu, izņemot speciālos fondus un tai glabāšanā vai pagaidu lietošanā nodotos vai uzticētos līdzekļus un mantu.

10. Biedrības priekšnieks, valdes un revīzijas komisijas locekļi un arī biedrības uzticības vīri paraksta kameras izstrādātu svinīgu solījumu, ka apzinīgi un pēc labākās sirdsapziņas pildīs viņiem uzticētos pienākumus.

Ja kāda no biedrības amatpersonām savus pienākumus kārtīgi nepilda, tad biedrības priekšniekam par to jāziņo kameras priekšsēdētājam.

11. Visos šais statūtos neparedzētos gadījumos biedrība rīkojas saskaņā ar vispārīgiem likumiem un kameras rīkojumiem un norādījumiem.

II. Biedri.

12. Par biedrības biedriem var būt abeju dzimumu pilngadīgi tiesībās neierobežoti Latvijas pilsoņi, kas dzīvo biedrības darbības rajonā un kas ir:

a) kameras diplomēti amata meistari;

b) amatniecības uzņēmumu īpašnieki, sava arāda pratēji;

c) arodskolu speciālo priekšmetu skolotāji.

13. Ja biedrs pāriet uz dzīvi ārpus biedrības darbības rajona, viņš nezaudē biedra tiesības, bet neviens nevar būt par biedru vairākās amatnieku biedrībās.

14. Biedrus uzņem valde. Lai iestātos par biedri, jāiesniedz valdei rakstisks lūgums, uzdodot tānī uzvārdu un vārdu, dzimšanas laiku un vietu, dzīves vietu, izglītību, nodarbošanos, un apsoloties pēc

uzņemšanas pildīt biedrības statūtus un lēmumus.

15. Valde lūgumu (14. p.) pārbauda un vienu mēneša laikā lem par tā ievērošanu, atlikšanu vai noraidīšanu.

16. Biedris var izstāties no biedrības labprātīgi katrā laikā, paziņojot valdei savu izstāšanos ar rakstu un iepriekš nokārtojot uzņemtās saistības.

Biedris, kas, neskatoties uz valdes rakstisku atgādājumu, mēneša laikā nav nokārtojis savus biedra maksājumus, uzskatāms par izstājušos.

17. Biedrus var izslēgt kopsapulce pēc valdes priekšlikuma ar 2/3 klātesošo biedru balsu vairākumu: par biedrību, sabiedrību un valstij kaitīgu rīcību un par kameras konstatētiem pārkāpumiem.

Līdz kopsapulces lēmumam valde par šini pantā paredzētiem pārkāpumiem var ņemt biedriem tiesības piedalīties biedrības dzīvē.

Izslēgtos biedrus kopsapulce pēc valdes priekšlikuma ar 2/3 klātesošo biedru balsu vairākumu var uzņemt atpakaļ biedrībā, tomēr ne agrāk kā pēc 3 gadiem no izslēgšanas dienas.

18. Biedrības valde var lūgt kameras priekšsēdētāja atļauju uzņemt par goda biedriem personas, kam sevišķi nopelni amatniecībā, biedrības, sabiedrības vai valsts dzīvē, iesniedzot šo personu dzīves aprakstus. Ja kameras priekšsēdētājs devis savu atļauju, tad goda biedrus uzņem kopsapulce ar 2/3 klātesošo biedru balsu vairākumu.

Goda biedri iestāšanās kārtējās biedru maksas nemaksā, nepilda nekādus amatus, izņemot labprātīgi uzņemtus, bet bauda visas biedru tiesības.

19. Ikkatram biedrim tiesība prasīt, lai kopsapulce apspriež viņa ierosinājumus, bet ne citādi, kā iesniedzot tos valdei ar rakstu vēlākais 7 dienas pirms kopsapulces. Ziņojot kopsapulcei biedra ierosinājumu, valde dod par to savu atsauksmi.

20. Biedrībā par veicinātajiem biedriem var iestāties zellji un par interesentiem biedriem — amata mācekļi.

Viņu uzņemšanai un izslēgšanai piemērojami 14.—17. pantu nosacījumi, pie kam uzņemšanai nepieciešams biedra (12. p.) ieteikums.

Veicinātāju biedru maksājumu normas nosaka kopsapulce, bet interesenti biedri iestāšanās un biedru maksas nemaksā.

III. Sekcijas un kopas.

21. Biedri sadalās sekcijās pēc amatiem, ja biedrībā ir vairāk par 10 vienu vai radniecīga amatu meistaru (6. p. c) pk.).

22. Sekcijas nodibina un biedrus tajās ieskaita un atskaita valde.

23. Sekciju uzdevums ir apspriest sava amata vajadzības un iesniegt biedrības valdei savus ierosinājumus un priekšlikumus un arī apspriest jautājumus, kurus biedrības valde pieprasa sekciju atzinumus.

24. Sekcijas locekļi no sava vidus izvēl vecāko, viņa vietnieku un rakstvedi, kurus amatā apstiprina biedrības priekšnieks.

Sekcijas vecākais sasauca un vada sekcijas sēdes un ziņo par tās darbību valdei. Vecākā vietnieks atvieto vecāko viņa prombūtnē un gadījumos, kad vecākais ilgstoši aizkavēts pildīt savus pienākumus vai arī kad vecākais to vietniekam uzdevis.

Rakstvedis protokolē sekcijas sēdēs un pārzina sekcijas rakstus.

25. Veicinātāji biedri sastāda zellju kopu, bet interesenti biedri — mācekļu kopu.

Ja biedrībā ir vairāk par 10 vienu vai radniecīgu amatu zellju vai mācekļu, tad valde var nodibināt atsevišķas zellju vai mācekļu kopas pie atbilstošām sekcijām.

26. Zellju kopa no sava vidus izvēl vecāko un tā vietnieku, kurus amatā apstiprina biedrības priekšnieks. Zellju vecākais kārtā zellju lietas un pārstāv zelljus kopsapulcē, baudot balsstiesības visu lietu izlemšanā, kas attiecas uz zelljiem un mācekļiem.

27. Mācekļu kopu pārstāv un vada mācekļu vecākais, kurū ieceļ biedrības priekšnieks no biedru - amata meistaru vidus.

28. Noteikumus sekciju un kopu darbībai apstiprina kamera.

IV. Biedrības pārvalde.

29. Biedrības pārvaldes organi ir kopsapulce, delegātu sapulce, valde un revīzijas komisija.

Ja biedrībā ir vairāk par 5 sekcijām, tad valde var nodibināt biedrības padomi (46. p.).

30. Kopsapulci sasauc valde, mazākais 2 reizes gadā. — pavasarī un rudenī. Pavasara kopsapulce sanāk vēlākais līdz 1. aprīlim, bet rudens kopsapulce — līdz 1. decembrim.

Kopsapulces sanākšanas vietu, laiku un darba kārtību valde 14 dienas iepriekš paziņo kamerai un izziņo biedriem ar apkārt- rakstu vai ar sludinājumu vietējā laikraksta, vai ar citādu plašu publikācijas veidu.

31. Kopsapulces tiesībās un uzdevumos starp citu ietilpst:

- ievēlēt biedrības priekšnieku, valdes un revīzijas komisijas locekļus;
- uzņemt goda biedrus;
- pēc valdes priekšlikuma izslēgt biedrus;
- noteikt iestāšanās maksu un kartējo biedru un veicinātāju biedru maksu lielumu un samaksas termiņus;
- apspriest pagājušā gada darbību un turpmākos nodomus;
- apspriest un apstiprināt biedrības saimniecības pārskatu un budžetu;
- lemt par nekustamas mantas iegūšanu, apgrūtināšanu un atsavināšanu;
- lemt par īpašu fondu dibināšanu, uzturēšanu un izlietošanu;
- apspriest un izlemt kameras, valdes, revīzijas komisijas un biedru ierosinājumus un priekšlikumus;
- ierosināt kamerā biedrības statūtu grozījumus un arī ar kameras atļauju lemt par biedrības statūtu grozīšanu;
- lemt par biedrības likvidāciju.

32. Kopsapulce ir likumīgi sasaukta un pilntiesīga: a) ja tā izziņota 30. p. noteiktā kārtībā; b) ja tai piedalās vismaz 1/3 biedru (12. p.), bet ne mazāk kā 20, un c) ja tai nem dalību biedrības priekšnieks vai viņa vietnieks.

33. Kopsapulci atklāj un vada biedrības priekšnieks vai viņa vietnieks (42. p.). Protokola rakstīšanai kopsapulce ievēl protokolistu. Kopsapulces lēmumi saista visus biedrus, neatkarīgi no tā, vai viņi tai piedalījušies vai nē.

34. Kopsapulcē balso atklāti, izņemot valdes un revīzijas komisijas vēlēšanas. Lēmumus pieņem ar vienkāršu balsu vairākumu, izņemot gadījumus, kur šais statūtos paredzēts citāds balsu vairākums (17. p., 18. p., 52. p.). Ja balss sadalās vienlīdzīgi, tad izšķirējā ir sapulces vadītāja balss.

35. Kopsapulces protokolu paraksta sapulces vadītājs un protokolists. Balss skaita kopsapulcē ievēlēti īpaši balsu skaitītāji, kas arī paraksta protokolu. Kopsapulces protokola noraksts jāpiesūta kamerai 7 dienu laikā.

36. Ja biedrības biedru skaits pārsniedz 500, tad katra biedrības sekcija uz ik 5 biedriem ievēl vienu delegātu. Delegāti, kopā ar valdes un revīzijas komisijas locekļiem sastāda biedrības delegātu sapulci, kurā visos gadījumos aizvieto kopsapulci. Uz delegātu sapulci attiecas visi šo statūtu nosacījumi par kopsapulci.

37. Valde sastāv no 5 vai 7 locekļiem. Valdes amati ir: biedrības priekšnieks, kas reizē ir arī valdes priekšsēdētājs, priekšnieka vietnieks, sekretārs un kasieris. Pārējiem valdes locekļiem speciālus uzdevumus uztic pēc vajadzības.

38. Biedrības priekšnieku un valdes locekļus ievēl pavasara kopsapulce uz 1 gadu, balsojot atklāti ar zīmētēm. Reizē ar valdes locekļiem ievēl 3 valdes locekļu kandidātus. Ja no valdes sastava izstājas kāds valdes loceklis, tad viņa vietā uz atlikušo pilnvaru laiku stājas valdes locekļa kandidāts.

Biedrības valdē nevar būt personas, kas atrodas konkursā, kam iecelta administrācija vai kurus tiesa sodījusi par negodīgas tirdzniecības pagēmieniem.

39. Valde vada visas biedrības lietas un biedrības priekšnieka personā bez īpašas pilnvaras reprezentē biedrību uz āru. Atsevišķu biedrības lietu kārtošanai un speciālu jautājumu apspriešanai valde var iecelt komisijas un arī izdot pilnvaras iekurī personai.

Biedrības priekšnieks un valdes loceklis var piedalīties visās biedrības sekciju, komisiju un padomes sēdēs un citādā rakstura sanāksmēs, bet līdz nebalso.

40. Valdes sēdes sasauc un vada biedrības priekšnieks vai viņa vietnieks (42. p.). Pirmā valdes sēde sasaucama ne vēlāk kā 7 dienu laikā pēc valdes locekļu ievēlēšanas, un tai valdes locekļi sadala savā starpā amatus.

Valdei 7 dienu laikā pēc amatu sadalīšanas jāpaziņo kamerai valdes un revīzijas komisijas sastāvs un amatpersonu adreses.

41. Valdes sēde ir pilntiesīga, ja tai piedalās valdes locekļu vairākums, to starpā biedrības priekšnieks vai priekšnieka vietnieks.

Valde lēmumus pieņem atklātā balsošanā ar vienkāršu balsu vairākumu, un lēmumi skaitās par pieņemtiem, ja vairākumā ietilpst arī biedrības priekšnieka vai viņa vietnieka balss, ja pēdējais sēdi vada priekšnieka vietā (42. p.).

Valdes sēdes lēmumus ieraksta protokolu grāmatā, un protokolu paraksta visi klātesošie valdes locekļi. Ja kāds valdes loceklis nepiekrīt vairākuma lēmumam, tad viņš var pieprasīt savu atsevišķu domu ierakstīšanu protokolā. Protokola noraksts jāpiesūta kamerai 7 dienu laikā.

42. Biedrības priekšnieks atklāj un vada kopsapulci, valdes un padomes sēdes un raugās, lai biedrības darbība noritētu saskaņā ar statūtiem, instrukcijām un kameras rīkojumiem un norādījumiem.

Priekšnieka vietnieks atvieto priekšnieku viņa prombūtnē un gadījumos, kad priekšnieks ilgstoši aizkavēts pildīt savus pienākumus vai arī kad priekšnieks to vietniekam uzdevis.

Sekretārs pārzina biedrības sarakstīšanu un protokolē valdes sēdēs. Kasieris parzina biedrības kasi un mantu un arī sastāda budžetu un pārskatu par saimniecības un mantas stāvokli.

43. Biedrības naudas un saistību dokumentus paraksta priekšnieks vai priekšnieka vietnieks un kasieris vai viens no valdes locekļiem.

44. Revīzijas komisija sastāv no 5 locekļiem. Tā parrauga biedrības līdzekļu savākšanu un izlietošanu un dod atsauksmi par valdes sastādīto biedrības saimniecības un mantas pārskatu.

Revīzijas komisijas locekļus un 3 kandidātus uz 1 gadu, aizklāti ar zīmētēm balsojot, ievēl kopsapulce reizē ar valdi. Komisijas locekļi pirmajā sēdē sadala savā starpā revīzijas komisijas priekšsēdētāja, viņa vietnieka un sekretāra amatus.

45. Revīzijas komisijas sēdes sasauc revīzijas komisijas priekšsēdētājs, un tās ir pilntiesīgas, ja tais piedalās vismaz 3 revīzijas komisijas locekļi, to starpā priekšsēdētājs vai viņa uzdevumā priekšsēdētāja vietnieks. Revīzijas komisija jautājumus izšķir atklātā balsošanā ar vienkāršu balsu vairākumu.

Revīzijas komisijas sēdes protokolu paraksta visi klātesošie revīzijas komisijas locekļi. Protokola noraksts jāpiesūta kamerai 7 dienu laikā.

46. Padome sastāv no sekciju vecākiem. Padomes sēdes sasauc un vada biedrības priekšnieks vai viņa vietnieks (42. p.), piesūtot padomes locekļiem rakstisku paziņojumu vismaz 7 dienas pirms sēdes. Padome ir valdes padomdevēja orgāns un tā apspriest un dod atzinumus valdes ierosinātos jautājumos.

Padomes sēdē protokolē sēdes vadītāja nozīmēts padomes loceklis, un protokolu paraksta sēdes vadītājs un protokolists. Protokola noraksts jāpiesūta kamerai 7 dienu laikā.

47. Biedrības priekšnieks var iecelt no biedru vidus uz 1 gadu pa uzticības vīram biedrības darbības rajonā ietilpstošās pilsētās vai pagastos, ja biedrības valdes sēdekļis neatrodas šo pilsētu vai pagastu robežās. Uzticības vīri rīkojas kameras un biedrības valdes noteikumu un norādījumu robežās. Par uzticības vīriem var iecelt vienas un tās pašas personas vairākus gadus no vietas, un viņiem tiesība pēc biedrības priekšnieka uzaicinājuma piedalīties biedrības valdes sēdēs kā padomdevējiem.

V. Biedrības līdzekļi.

48. Biedrības līdzekļi sastādās no: a) iestāšanās maksām; b) biedru un veicinātāju biedru maksām; c) biedrības īpašumu ienākumiem; d) biedrības pasākumu un sarīkojumu ienākumiem; e) pabalstiem, ziedojumiem, novēlējumiem un citiem gadījumu ienākumiem.

49. Iestāšanās un biedru maksas liehtmu un samaksas termiņus pēc valdes priekšlikuma nosaka rudens kopsapulce, ņemot vērā nākamā gadā paredzamās vajadzības.

Pēc valdes priekšlikuma kopsapulce biedru maksu atsevišķiem biedriem var samazināt vai pavisam atlaist.

50. Valdē rīkojas budžeta robežās, kurā nākamam kalendāra gadam apstiprina rudens kopsapulce.

51. Par pagājušo gadu valde sastāda biedrības saimniecības un mantas pārskatu un līdz ar revīzijas komisijas atsauksmi iesniedz pavasara kopsapulcei apstiprināšanai. Pārskatu paraksta visi valdes locekļi un tā noraksts reizē ar kopsapulces protokolu jāpiesūta kamerai.

I z l a b o j u m s.

„Valdības Vēstneša“ š. g. 236. numurā ievietoto pārgrozījumu instrukcijā par kaņavīru atvaļināšanu no aktīvā kaņavīru dienesta, līdz turpmākam rīkojumam atvaļināto kaņavīru, rezervistu un zemessargu reģistrāciju, kontroli un iesaukšanu apmācībā 61. pantā otrā rindā vārda „kaņaspēka“ vietā jālasa: „kaņa aprīņka“.

Bez tam šie pārgrozījumi jāpapildina ar sekošo 18. paraugu pie 62. panta.

18. paraugs pie 62. panta.

kaņa aprīņka priekšniekam.

SARAKSTS

personām, kuņas mobilizācijas gadījumā atsvabinātas no ierašanās kaņa aprīņka sapulcēšanas vietās:

1	2	3	4	5	6
Kārt. num.	1) Uzvārds un vārds 2) Dzimšanas gads, mēnesis un diena 3) Dzimšanas vieta	Kādā iestādē vai uzņēmumā kalpo	Kādu amatu un no kāda laika izpilda	Dzīves vieta	Piezīmes

Pielikumā: kaņa klausības apliecības №

(Iestādes vai uzņēmuma priekšnieka paraksts.)

19. g. „ „
№

VI. Biedrības likvidācija.

52. Biedrība jālikvidē: a) uz tiesas sprieduma pamata; b) uz kameras priekšsēdētāja lēmuma pamata; c) ja par likvidāciju lemj kopsapulce ar 2/3 visu biedrības biedru balsu vairākumu; d) ja biedru skaits ir mazāks par 30.

53. Biedrības likvidāciju izved kamera, pārņemot biedrības mantu un ar sludinājumu „Valdības Vēstnesī“ uzaicinot pieteikt 3 mēnešu laikā visas prasības pret biedrību. Termiņā pieteiktās un atzītās prasības kamera apmierina no biedrības mantas. Ja biedrības pasīvs pārsniedz aktīvu, tad kamera ienākušās naudas summas, līdz ar kreditoru sarakstu, nodod tiesai sadalīšanai starp kreditoriem pēc vispārīgiem Civiltiesas nolikuma noteikumiem.

54. Likvidācijas gadījumā biedrības nekustamā un kustamā manta pēc visu kreditoru apmierināšanas pāriet kameras īpašumā.

Rīgā, 1936. g. 15. oktobri.

Latvijas amatn. kameras
priekšsēdētājs Ed. Rozīte.
Generālsēkretārs Aug. Ozols.

Personu saraksts,

kuņas 1936. gada septembrī atlaistas no Latvijas pavalstniecības uz likuma par pavalstniecību 9. panta pamata.

1) Marina Ezerģailis, dzim. 1893. g. 17. sept. Jaungulbenē, dzīves vieta Igaunijā;

2) Melita - Lilija Bekmanis, dzim. 1910. g. 24. dec. Leņingradā, dzīves vieta Somijā;

3) Alma Herms, dzim. Upītis, dzim. 1870. g. 8. nov. Igaunijā, dzīves vieta Rīgā;

4) Niklavs (Nigul) Hermanovskis, dzim. 1884. g. 4. jūlijā Zemītes pagastā, ar sievu Līzi, dzim. Mellaksnis, dzim. 1892. g. 15. oktobrī Mežotnes pag., dzīves vieta Igaunijā;

5) Vilis Purviņš, dzim. 1881. g. 25. okt. Islēces pag., ar sievu Annu, dzim. Rozenāls, alias Kaže, dzim. 1892. g. Lietuvā, meitu Birutu, dzim. 1925. g. 16. janv., un dēlu Jēkabu, dzim. 1926. g. 25. jūlijā, ar dzīves vietu Lietuvā;

6) Johans - Georgs Eberts, dzim. 1884. g. 2. maijā Krievijā, ar sievu Tamaru, dzim. Kūlmanis, dzim. 1896. g. 4. dec. Igaunijā, dzīves vieta Igaunijā;

7) Pēteris Trofimovs, dzim. 1882. g. 30. jūlijā Ludzas apriņķī, ar sievu Eleni (Jelena), dzim. Sedriks, dzim. 1888. g. 29. jūnijā Igaunijā, dzīves vieta Igaunijā.

Rīgā, 1936. g. 14. oktobrī. 66. AV.

Iekšlietu ministr. Administr.

depart. vicedirektors Cielēns.

Pasu nod. vadītājs P. Kurzemnieks.

Personu saraksts,

kuņas 1936. gada septembrī reģistrētas kā zaudējušas Latvijas pilsoņa tiesības uz likuma par pavalstniecību 8. panta pamata, kā pārgājušas citas valsts pavalstniecībā bez iepriekšējās atļaušanas no Latvijas pavalstniecības.

1) Nisens Boners, dzim. 1915. g. 8. janvārī Talsos, ar sievu Hodu, dzim. Levins, dzim. 1907. g. 1. apr. Rīgā, dzīves vieta Palestīnā;

2) Rubens (Ruvins) Barkaus, dzim. 1915. g. 21. (26.) maijā Liepājā, dzīves vieta Palestīnā;

3) Michels Lotkins, dzim. 1908. g. 6. sept. Ludzā, dzīves vieta Dienvidāfrikā;

4) Benjamiņš Zolotuchins (Selati), dzim. 1908. g. 28. okt. Ludzā, dzīves vieta Dienvidāfrikā;

5) Šlema Aronštams, dzim. 1904. g. 16. sept. Liepājā, dzīves vieta Dienvidāfrikā;

6) Abrahāms - Morduchs Kacels, dzim. 1904. g. 24. dec., dzīves vieta Dienvidāfrikā;

7) Bers Šmulkers, dzim. 1904. g. 4. janv. Rīgā, dzīves vieta Dienvidāfrikā;

8) Bencions - Eliass Zumanis, dzim. 1902. g. 15. febr., dzīves vieta Dienvidāfrikā;

9) Zeligss Bubs, dzim. 1910. g. Lietuvā, dzīves vieta Dienvidāfrikā;

10) Emma Sluckins, pēc vīra Aronade, dzim. 1911. g. 3. dec. Rīgā, dzīves vieta Palestīnā;

11) Izāks - Ļevis Judelovičs, dzim. 1914. g. 23. sept. Liepājā, ar sievu Frīdu, dzim. Veiners, dzim. 1914. g. 8. martā Liepājā, dzīves vieta Palestīnā;

12) Zalams Supers, dzim. 1905. g. 12. dec. Kārsavā, dzīves vieta Palestīnā;

13) Marija Kerstens, dzim. 1869. g. 2. jūnijā Igaunijā, dzīves vieta P.S.R.S.;

14) Aleksandrs Fichtenbergs, dzim. 1903. gada 15. maijā, dzīves vieta P.S.R.S.;

15) Leja Kacs, dzim. 1903. g. 8. maijā Ludzā, dzīves vieta P.S.R.S.;

16) Izraēlis Hilmanis, dzim. 1915. g. 30. jūlijā Petrogradā, dzīves vieta Palestīnā.

Rīgā, 1936. g. 14. oktobrī. 66. AV.

Iekšlietu ministr. Administr.
depart. vicedirektors Cielēns
Pasu nod. vadītājs P. Kurzemnieks.

Kļūdu izlabojums.

Šoseju un zemes ceļu departamenta autosatiksmes līniju ziemas braucienu sarakstā, kas ievietots „Vald. Vēstn.“ š. g. 235. num., izlabojamas šādas kļūdas:

2. Rīga-Baldone svētdienās, svētku un svinamās dienās aiziet no Rīgas nevis 19.30, bet 19.—;

33. Kokneses stacija—Jumurdas muiža autobusi atiet pirmdienās, trešdienās un sestdienās;

40. Livānu stac.—Preiļu līnijas uzņēmējs ir A. Bērmanis;

52. Valmieras-Aināži: autobuss pienāk Puikēlē 20.25 un ne 0.25.

Māksla.

V. Lāča 3 cēlienu lugas „Kristaps Kaugars” pirmizrāde Nat. teātri.

Kad ejam teātri noskatīties Vīla Lāča lugu izrādes, jau iepriekš varam pasacīt, ka redzēsim skatuve rīsināties jūriņķu vai viņiem tuvu esošu aprindu dzīves notikumus, kur lietišķos sarežģījumus un atrisinājumus laimīgiem vai klūnīgiem atgādiņiem būs ierādīta ja ne noteicošā, tad katrā ziņā ļoti ievērojama loma; zinām arī, ka Lācis mūsu acu priekšā liks pār skatuvi iet ļoti daudz un visdažādāko raksturu cilvēkiem, liekot viņiem visiem vairāk vai mazāk aktīvi līdzdarboties tai lielajā laba, skaista un patiesa cīņā ar launo, zemo un ne-lietišķo, kam Lāča lugās ierādīta tāda pat vieta, kā to redzam gan dabā, gan visur citur dzīvē notiekošās gaisto un launo iespaidu nemirstošajās sadursmēs. — Tomēr no visa lielā personāla sīkāk un pilnīgāk notēlotas redzēsim tikai dažas, visai nedaudzas personas. Un ja nu tomēr, visu to zinādami, mēs ejam teātri, lai redzētu arī turpmākās Lāča lugas, tad tas ir izskaidrojams nevien ar interesi par mūsu oriģinālīgām, bet arī ar Lāča lugu saturu.

Vai tas mums, skatītājiem, vai arī skatuve parādītiem jūras un tās piekrastes apdzīvotājiem patik vai ne, Lācis rāda mums vīrus un viņu dzīvi tādu, kādu viņš to mācījis redzēt un saprast. Dzīves lielā skola un daudzie pārdzīvotāji ar liktenīgiem gadījumiem tai izkristalizējuši šo lugu autorā to dzīves izpratni,

